

Le 4 mars dernier, le même ministre aurait déclaré qu'il était prêt à aller à Washington avant la fin mars pour négocier la résiliation de ce protocole.

• (1450)

Étant donné qu'une promesse a été faite, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre et aux fabricants canadiens de bois d'oeuvre si effectivement le ministre du Commerce extérieur a rencontré ses homologues américains. Dans la négative, pour quelle raison ne l'a-t-il pas fait?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député montre, à juste titre, un intérêt très vif pour cette question. Il sait que le ministre du Commerce extérieur, au nom du gouvernement, a tenu sans relâche des consultations avec les provinces du Canada à propos de la position que nous exposerions aux États-Unis afin de changer une situation que le Canada juge inacceptable.

Nous estimons qu'il va falloir obtenir l'accord et la coopération des principales provinces concernées par cette question.

Je n'ai aucune déclaration à faire à ce stade au nom du ministre du Commerce extérieur, sauf pour dire que ces délibérations se poursuivent au Canada et que la position que notre pays a l'intention de prendre en ce qui concerne cette question avec les États-Unis est, je pense, connue de la Chambre.

[Français]

M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. L'industrie du bois de sciage au Canada est paralysée par l'augmentation de 17 p. 100 du dollar canadien, en plus de la surtaxe d'exportation de 15 p. 100, pour une surcharge totale de 32 p. 100. Cent mille emplois ont déjà été perdus au Canada.

Monsieur le Président, puisque ce gouvernement a créé le problème, pourquoi refuse-t-il d'y apporter une solution afin de venir en aide aux travailleurs du nord de l'Ontario et du Canada tout entier?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je crois qu'il est bien connu de tous les députés qui sont au courant de cette situation, que ce problème ne fut pas créé par le gouvernement du Canada mais plutôt par les pratiques de certaines provinces. Il y a eu une difficulté, et cela a été

Questions orales

nécessaire pour le gouvernement d'y faire face. Des arrangements ont été établis avec les États-Unis. Les circonstances actuelles ne sont pas acceptables pour nous. C'est pour cette raison que nous avons entamé des consultations avec les provinces et c'est aussi pour cette raison que nous recherchons l'appui des provinces, avec le plus grand intérêt dans la question, et ce pour assurer que lorsque le gouvernement du Canada va faire les représentations aux Américains, ce sera avec l'appui de la grande majorité des intérêts affectés ici au Canada.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Ronald MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, Statistique Canada a publié aujourd'hui la plus récente liste des victimes de la politique économique du gouvernement.

Ma question s'adresse au premier ministre. Depuis décembre 1990, les ventes ont baissé de plus de 1,5 milliard de dollars dans les grands magasins. La TPS et la politique économique suicidaire du gouvernement sont à l'origine du pire déclin qu'ait connu le secteur du commerce de détail en plus de 30 ans.

Combien de magasins de détail devront faire faillite et combien de gens devront être poussés au chômage avant que le premier ministre revienne à la raison et abandonne sa politique économique scandaleuse?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à plusieurs reprises, nous nous attendons à ce que l'économie se stabilise d'ici le milieu de l'année et à ce que la croissance reprenne au cours du deuxième semestre. Ce n'est pas seulement l'opinion du gouvernement du Canada, mais bien une opinion que partagent la Banque Royale du Canada, la Conférence Board et d'autres économistes.

L'économie connaît actuellement un ralentissement, et nous n'aimons pas voir cela. Cependant nous constatons que la politique que nous suivons, particulièrement en ce qui concerne les taux d'intérêt qui ont baissé d'environ 4,25 points de pourcentage depuis mai dernier et qui continuent de baisser comme nous avons pu le voir aujourd'hui, redonne vie au secteur de l'habitation. Cet effet s'étendra ensuite à d'autres secteurs de l'économie, et c'est ce qui amènera la reprise que nous prévoyons.